

I. Okvath

LES ACCORDS MAGYARO-SOVIÉTIQUES DURANT LA GUERRE FROIDE (1948-1953)¹

Le 13 février 1948, une importante délégation hongroise, dirigée par le président Z. Tildy, arrivait à Moscou en vue de la conclusion d'un traité d'alliance.

Sur base de cet accord signé le 18 février, les parties contractantes s'obligeaient à une aide militaire mutuelle afin de préserver leur sécurité et leur souveraineté nationale en cas de conflit armé.

C'est ainsi que la Hongrie est entrée dans le système d'intégration soviétique dont Staline avait décidé la mise en place rapide à partir de l'automne 47 et ce, suite aux changements apparus sur la scène internationale.

L'aggravation des oppositions entre puissances ainsi que les menaces de conflit ont accéléré la scission de l'Europe en deux parties: c'est le déclenchement de la guerre froide. Les deux grandes puissances ont mis en exergue l'importance de la politique de sécurité. Afin d'éviter les attaques-surprises et les changements continuels dans la localisation des conflits, l'U.R.S.S. a - suivant son principe de «défense avancée» - augmenté le nombre de ses troupes stationnées en Europe centrale et orientale et a multiplié les accords militaires bilatéraux afin de créer la «zone-tampon» nécessaire à son système de sécurité militaire.

L'ambiance internationale qui régnait au moment de la guerre froide a entraîné des changements radicaux dans la politique générale et surtout dans la politique militaire de la Hongrie.

Suite à des pressions extérieures, la direction politique et militaire du pays a renoncé à son projet de politique de sécurité mis au point après la seconde guerre mondiale et selon lequel la sécurité de la Hongrie pourrait, une fois les traités de paix signés, être garantie par un système de sécurité collective et par la coopération entre les grandes puissances.

¹ Texte de l'intervention du professeur J. Okvath lors de la conférence du 22 avril 1993, traduite du hongrois par G. Boone.

A ce moment-là, on croyait encore au risque d'une attaque-surprise venant d'un petit pays voisin. Pour prévenir cette éventualité, on a décidé l'établissement de troupes de défense capables de contenir une attaque armée jusqu'à ce que puisse intervenir une force internationale mise sur pied et contrôlée par les Nations Unies.

Mais, avec les problèmes de frontières et de minorités ainsi que l'affaiblissement des thèses internationalistes en toile de fond, le nouveau dogme de politique de sécurité a désigné la politique des Etats-Unis comme principale source de danger.

Et selon le point de vue hongrois: «Le seul moyen d'assurer la sécurité de la Hongrie c'est de faire de nombreuses et solides alliances avec les démocraties d'Europe de l'Est et surtout avec l'U.R.S.S., puissance la plus forte de ce camp de la paix».

Les chefs du parti communiste hongrois (P.C.H.) ont essayé de satisfaire au plus vite les nouvelles exigences de Staline. Dans un memorandum introduit à la fin du mois de septembre 47, à leur retour d'une réunion du Bureau d'orientation des partis communistes et ouvriers, M. Farkas et J. Révai ont proposé la mise en place d'une dictature prolétarienne (la soviétisation de la société) et le contrôle du développement de l'armée. Le Conseil politique a créé un comité de 5 membres pour orienter le développement de l'armée. Celui-ci a vu le jour le 11 décembre 1947.

Le plan mis au point par les experts militaires pour le développement de l'armée a été accepté en séance du 29 janvier 48. Ce plan - en tenant compte des possibilités économiques de la Hongrie - prévoyait entre 1948 et 1952, comme l'autorisait le traité de paix, la création d'une force de maintien de la paix de 70.000 hommes organisée en 4 corps d'armée et 8 brigades.

L'accord magyaro-soviétique du 2 juillet 48 sur les transports et la logistique assurait la fourniture de la majorité des armes et des équipements nécessaires.

L'U.R.S.S. a pris en charge le transport d'équipement pour une valeur de 110 millions de forints que la Hongrie devait rembourser en 10 ans.

L'attaché militaire hongrois à Moscou a ensuite transmis à la direction militaire (et, à travers elle à la direction politique) de la Hongrie les attentes modifiées des dirigeants soviétiques.

Les plans initiaux concernant le développement de l'armée hongroise devaient être modifiés. Celle-ci avait dès lors comme devoir principal la mise en place du potentiel militaire nécessaire afin de pouvoir repousser une attaque attendue et de gagner la guerre, puis ensuite, la formation rapide d'une armée importante.

Suivant les exigences de Moscou, la Hongrie devait, pour fin 51, construire 9 pistes d'atterrissage modernes et mettre en place les routes, les chemins de fer et les ponts sur le Danube et la Tisza pour assurer les transports.

A ce moment, l'armée de terre hongroise comptait 3 corps de chasseurs, un corps motorisé, une division de chasseurs autonome, 2 divisions d'artillerie, 13 brigades, 7 régiments et 8 bataillons autonomes. Dans la force aérienne, on comptait 5 divisions, 3 régiments autonomes et 7 divisions de défense aérienne.

D'énormes sommes d'argent furent englouties dans la création de cette armée, pour assurer l'augmentation des effectifs, de l'armement et de l'équipement et la réalisation de bases militaires.

Pour que cela soit possible, il a fallu restreindre la consommation de la population - et donc son niveau de vie - et réduire le développement de certains secteurs économiques. Les dépenses de défense entre 1950 et 1952 représentaient 26,075 milliards de forints: 6,333 en 1950; 6,0 en 1951; et 13,343 en 1952. Ces quelque 27 milliards de forints qu'ont engloutis les dépenses militaires représentaient 13,9% du revenu national de 1950 (15,7% en 1951 et 25,5% en 1952!).

Des dépenses supplémentaires sont venues alourdir ce budget, notamment pour la mise en place d'un système de défense dans le sud du pays entre 50 et 53 et pour l'entretien des conseillers et des troupes soviétiques qui résidaient dans le pays. La mise en place du système de défense de 604 km. de long a coûté 6,3 milliards de forints, ce qui représentait 15,5% des dépenses de défense. Trois ceintures de défense ont ainsi vu le jour et, avec elles, un centre opérationnel qui, à lui seul, regroupait 46 bataillons, 157 compagnies - 22 sections - ou 146 pelotons.

Le nombre de conseillers soviétiques a augmenté avec les années. En 52-53, on les retrouvait aux côtés du ministre de la Défense, de son chef de cabinet, dans les états-majors des différents corps d'armée, auprès des chefs des départements du ministère de la Défense, mais encore, auprès des commandants des divisions, des brigades, des régiments autonomes et des bataillons et, enfin, auprès des directeurs de l'Institut Militaire.

Ils étaient nombreux également dans l'industrie des armes et on pouvait d'ailleurs en trouver dans toutes les entreprises qui travaillaient pour l'armée.

On peut se faire une idée de ce qu'il fallait dépenser pour ces conseillers en voyant le montant des dépenses pour l'entretien des 8 premiers d'entre eux arrivés dans le pays pour la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 1948. Selon les comptes du département des dépenses de l'Etat, on a consacré 5.139.000 Ft (c.à.d. 1,7% des 303 millions de Ft destinés à la défense) au logement et au salaire de ces 8 personnes.

D'après ce que nous venons de dire, si une troisième guerre mondiale avait éclaté et si l'on prend en considération la supériorité aérienne de l'ennemi, sa possession d'armes nucléaires, la mobilité de ses troupes terrestres et son artillerie, on peut supposer que les pertes hongroises sur le front auraient été bien plus importantes que les 200.000 hommes prévus par les dirigeants militaires.

Ainsi, ce n'est pas seulement son armée que la Hongrie aurait vu disparaître dans une guerre livrée par une coalition dirigée par l'U.R.S.S., mais aussi tous les jeunes en âge de servir ainsi qu'une grande partie de sa population civile, soit environ 2,9 millions de personnes.

Au printemps 1953, la Hongrie a atteint les limites de ses possibilités dans ses efforts pour satisfaire les besoins militaires. On ne pouvait plus continuer à développer l'armée, tant au niveau organique qu'au niveau matériel, sans mettre en péril le système politique. Et le nouveau pouvoir soviétique tenait pour particulièrement importante la stabilité politique de la Hongrie, elle qui, à cette époque, penchait plutôt vers une coopération avec les Etats d'Europe de l'Ouest et avec la Yougoslavie.

Intervention de l'Armée rouge, la voyaient dans l'insurrection, un « soulèvement contre-révolutionnaire » dont le chef n'était autre pour eux que le cardinal Mindszenty.

Suite à l'insurrection, 200.000 hongrois ont quitté leur pays vers l'Autriche et la Yougoslavie, où ils étaient accueillis dans des camps et de là, envoyés vers différents pays d'Europe, mais aussi aux Etats-Unis ou Canada. Le Belgique décide en novembre 1956 d'en accueillir 4000.

LA POLITIQUE DE RECRUTEMENT

Nous allons voir sous ce point sous quelles conditions la Belgique accepta d'accueillir les réfugiés de Hongrie.

Le gouvernement belge décide en novembre 56 d'accueillir en Belgique 4000 réfugiés. A ce propos, à la Vallée Pousin lors d'une séance au Sénat attire l'attention de l'assemblée et de tous ceux qui s'occupaient d'œuvres sur le fait que « nous n'avons pas affaire à des réfugiés ordinaires (...) Nous avons été frappés d'ill. de l'extraordinaire dignité de l'extraordinaire affaire des réfugiés hongrois tant des hommes que des femmes. Aucun ne se plaint, ils ne demandent qu'à reconquérir leur pays (...) Dans l'état actuel où ils se trouvent, ces gens ne peuvent accepter que d'être reçus comme des hommes à qui l'on donne du travail. Ils veulent être accueillis sur un pied de parfaite égalité aux foyers d'un peuple libre qui cherche à sauver les courageux défenseurs d'une nation libre ».

En réalité, la Belgique accueillit beaucoup plus de réfugiés hongrois que les 4000 prévus au départ, en effet de novembre 1956 à 1958, elle en

Le premier rapport sur les dépenses des troupes soviétiques stationnées en Hongrie (2 divisions motorisées, une division de chasse aérienne et un régiment autonome de bombardiers) a été transmis par le chef du département des Finances au ministre de la Défense, M. Farkas, le 22 mai 1953. Celui-ci reprend les dépenses pour la période 1949-53. En plus, il propose la signature d'une convention gouvernementale en ce domaine puisque l'entretien des «invités» - pour reprendre un terme à la mode à l'époque - ne fait l'objet d'aucun règlement.

L'intendance militaire a dépensé 216 millions de Ft pour les travaux de construction et d'aménagement, 72 millions pour les dépenses d'entretien (eau, électricité, gaz, transports par chemin de fer, postes, nourriture, fruits et vin), 10 millions pour le prêt de lits, les draps, meubles et autres fournitures pour les casernes, soit au total 307 millions de Ft. L'intendance des troupes soviétiques a remboursé 35 millions de Ft de cette somme, reste donc 272 millions de dette.

Le rapport indique aussi que l'eau, l'électricité et le gaz leur étaient fournis à 50% des prix en vigueur à cette époque en Hongrie. Les propositions d'un accord gouvernemental qui aurait réglementé l'entretien des troupes soviétiques en Hongrie sont toujours restées sans suite.

Malgré les sommes immenses investies dans l'armée, ni les structures, ni l'armement, ni la logistique n'étaient suffisants pour réaliser les buts militaires fixés. Dans l'armée de terre, par exemple, la proportion des troupes de tirailleurs était la plus importante et ce, au détriment des troupes de blindés et d'artillerie. Quant à la force aérienne, très moderne pour l'époque, elle disposait de peu de personnel si l'on compare avec l'armée de terre. En plus, au début, les avions (du type *Jak 9*) fournis par l'U.R.S.S. après la guerre sont rapidement devenus inutilisables. Quant aux appareils arrivés plus tard, les *Mig 15*, *Jak 11*, *Jak 18* et *Il 10*, c'est le manque de pièces de rechange et les défauts techniques qui ont posé problème.

A cause de l'irrégularité des livraisons soviétiques, les blindés n'étaient pas en état de remplir leurs missions. En effet, seulement 55% des chars d'assaut prévus par le plan soviétique - et qui étaient de bonne qualité pour l'époque - avaient été livrés. La mobilité des troupes posait aussi problème. Alors qu'une seule division *U.S.* disposait d'environ 4.000 véhicules, l'armée hongroise toute entière ne disposait que de 8.000 voitures ou camions avec remorques.

On disposait de 100% des armes prévues pour les fantassins (fusils, mitraillettes, fusils-mitrailleurs et mitrailleuses) et du matériel d'artillerie (canons et obus). Cependant, l'armement des mitrailleurs était composé pour $\frac{1}{3}$ de mitraillettes! Les tirailleurs qui formaient le fer de lance de l'armée utilisaient le fusil «casse-noisette» mis en service en 1896 dans l'armée russe. Le point faible était le manque d'armement lourd et de véhicules, ce qui handicapait l'armée toute entière.